



PRATIQUES COMMUNICATIONNELLES ET USAGES DES MÉDIAS SOCIAUX À L'ÉPREUVE DE L'INSÉCURITÉ TERRORISTE ET DE L'AFFIRMATION SOUVERAINISTE DANS LA CONFÉDÉRATION DES ÉTATS DE L'AES

[Étapes de traitement de l'article]

Date de soumission : 12-10-2025 / Date de retour d'instruction : 22-10-2025 / Date de publication : 12-12-2025

Sillimana MAMAN
Université André Salifou, Zinder - Niger
ORCID : 0009-0004-7258-468X
✉ msillimana@yahoo.fr

Résumé : Cet article, s'appuyant sur la théorie des usages et gratifications, examine les pratiques des médias sociaux au Burkina Faso, au Mali et au Niger, trois pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) confrontés à des crises politiques et sécuritaires, incluant le terrorisme, les coups d'État militaires et les tensions internationales. L'analyse des pratiques émergentes sur Facebook, WhatsApp, Twitter, TikTok et Telegram révèle comment régimes militaires, mouvements sociaux et citoyens utilisent ces technologies pour influencer l'opinion publique, organiser des mobilisations et diffuser des messages à vocation souverainiste. Ces médias, bien qu'importants pour l'autodétermination, ont aussi exacerbé la désinformation, accru la polarisation sociale et redéfini les relations diplomatiques, notamment avec la France, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et certains pays voisins.

Mots-clés : Médias sociaux, usages, désinformation, activisme politique, aes, terrorisme, sahel, régimes militaires

COMMUNICATIVE PRACTICES AND SOCIAL MEDIA USE TESTED BY TERRORIST INSECURITY AND SOVEREIGNTIST ASSERTION IN THE AES STATES CONFEDERATION

Abstract: Within the framework of the uses and gratifications theory, this article examines the new uses of social media in Burkina Faso, Mali, and Niger, three member countries of the Sahel States Alliance (SSA) facing political and security crises marked by terrorism, military coups, and international tensions. Through the analysis of emerging practices on platforms such as Facebook, WhatsApp, Twitter, TikTok, Telegram, etc., the study highlights the contextual uses of technologies by military regimes, social movements, and citizens to influence public opinion, organize mobilizations, and spread sovereignty-focused messages. We demonstrate that while these media are significant in the struggle for self-determination, they have also exacerbated misinformation, increased social polarization, and redefined diplomatic relations, notably with France, the Economic Community of West African States (ECOWAS), and some neighboring countries.

Keywords: Social Media, Uses, Disinformation, Political Activism, SSA, Terrorism, Sahel, Military Regimes

Introduction

L'essor des médias sociaux en Afrique de l'Ouest (Conroy-Krutz, Amakoha, Komi, 2024) a profondément transformé les pratiques informationnelles, reconfigurant les modes de production, de diffusion et de réception de l'information. Dans les pays de l'AES frappés par une instabilité politique marquée par des putschs militaires et une défiance envers certaines ingérences étrangères, ces plateformes sont devenues des espaces centraux de communication, de mobilisation sociale et d'expression citoyenne. Dans un contexte où la menace terroriste pèse lourdement, elles servent également d'arènes narratives au sein desquelles s'affrontent différents acteurs : les régimes en place, qui y cherchent une légitimation ; les mouvements sociaux, qui y organisent leurs actions ; et les citoyens, qui tentent d'y exercer un droit à l'information de plus en plus exposé aux risques de désinformation et de polarisation (Leroux, 2015).

Analyser l'évolution des usages de ces médias dans une telle configuration exige donc d'en saisir les enjeux géopolitiques, stratégiques et sociaux, à la croisée des logiques sécuritaires, économiques, internationales et locales. Comme le soulignait Erving Goffman (1967/1974), *« identifier un événement parmi d'autres requiert généralement qu'on fasse appel à un ou plusieurs cadres »*. L'appropriation intensive du numérique dans ces trois pays peut à cet égard être rapproché de l'idée d'un « printemps des médias sociaux » – notion popularisée au lendemain des Printemps arabes (2010-2011) pour désigner les transformations sociopolitiques induites par ces outils. Toutefois, à la différence des mouvements arabes, la mobilisation sahélienne ne cible pas prioritairement les régimes en place, mais plutôt la présence militaire occidentale et l'organisation régionale de la CEDEAO.

Nous proposons ainsi d'explorer la manière dont l'utilisation des technologies mobiles et d'Internet dans les États du Sahel participe à un renforcement des discours nationalistes et panafricanistes, tout en examinant les phénomènes de glorification du terrorisme et de désinformation amplifiés par l'intelligence artificielle. En s'appuyant sur la théorie des usages et des gratifications, l'étude entend montrer comment les réseaux socionumériques reconfigurent les interactions et les pratiques numériques, et contribuent à exacerber le désordre informationnel.

1. Cadre théorique, concepts et applications

1.1. Usages et gratifications des médias sociaux dans l'AES

Pour cette étude, nous nous inscrivons dans le cadre théorique des usages et gratifications appliqué aux réseaux sociaux. Cette approche prolonge celle initialement formulée par Elihu Katz (1959), qui vise à comprendre les motifs d'appropriation des médias et la manière dont le public les mobilise pour répondre à des besoins situationnels. Ses postulats fondent l'analyse sur l'autonomie de l'utilisateur, ses besoins et motivations spécifiques, et sa recherche de satisfaction. Appliquée aux outils de communication en ligne, cette grille d'analyse révèle que les plateformes telles que Facebook, Instagram, Twitter, WhatsApp ou TikTok occupent une place privilégiée dans les pays du Sahel. En effet, dans un contexte où les espaces d'expression traditionnels peuvent être restreints, elles offrent aux utilisateurs une autonomie accrue et une capacité renforcée d'interaction sociale et d'expression personnelle, avec une exposition minimale à la censure, répondant ainsi à un besoin de satisfaction prégnant. Appliquée au contexte de l'AES, cette théorie prend une dimension particulière. Les besoins des usagers relèvent prioritairement de sécurité physique, de légitimation



politique, et de reconnaissance identitaire face à une « menace » d'ingérences étrangères. Les plateformes deviennent ainsi des pourvoyeurs de gratifications liées à la souveraineté et à la résilience collective. Les "gratifications" recherchées par les usagers dépassent les besoins traditionnels de sociabilité ou de divertissement. Elles comprennent désormais : (i) un besoin de sécurité informationnelle dans un environnement médiatique perçu comme biaisé ou contrôlé par des puissances étrangères ; (ii) une quête de légitimation identitaire à travers des discours souverainistes et panafricanistes ; (iii) une recherche de réassurance collective face à l'instabilité politique et aux sanctions internationales. Ainsi, l'usage des plateformes devient lui-même un acte de résistance informationnelle, où la gratification réside dans l'affirmation d'une autonomie narrative face aux récits imposés de l'extérieur. Ce cadre théorique permet de consolider notre positionnement en éclairant la façon dont les personnes sélectionnent et utilisent activement ces médias et leurs contenus pour satisfaire leurs besoins informationnels. Il convient, avant d'aller plus loin, de clarifier ce que l'on entend par « médias sociaux » et « usages », tant ces notions recouvrent des réalités plurielles et évolutives.

1.2. Champs sémasiologiques pluriels et polysémiques

Le terme "souverainisme" ne renvoie pas uniquement à une doctrine politique abstraite, mais désigne une posture concrète d'affirmation étatique et populaire, caractérisée par le rejet des ingérences néocolonialisme, la revendication d'une autonomie décisionnelle totale en matière de sécurité et de politique étrangère, la promotion d'un récit national de résistance et d'auto-détermination, souvent associé à un panafricanisme de rupture.

Par ailleurs, en raison de l'évolution constante des sites, des applications et des acteurs d'une part, et de la nature hybride des fonctionnalités et services qu'ils proposent d'autre part, les médias sociaux n'ont pas toujours fait l'objet d'une définition nette et consensuelle (Tuten, Solomon & Kaplan, 2019). Ils renvoient à une variété de plateformes, englobant les réseaux sociaux, les blogs, les sites de microblogage, les espaces de création et de partage de contenu, les forums, voire les services de géolocalisation (Laroche, 2012). Ainsi entendus, les médias sociaux désignent les plateformes numériques telles que Facebook, WhatsApp, Instagram, X, Snapchat, YouTube, LinkedIn, TikTok, Telegram, etc., pour ne citer que les plus utilisées en Afrique de l'Ouest. En France, le Conseil constitutionnel les définit comme des « *moyens de communication au public par voie électronique et comme des services de communication au public en ligne* » (Conseil constitutionnel, 2017). Le Conseil d'État, quant à lui, les considère comme des « *plateformes en ligne qui permettent aux personnes qu'elles mettent en relation de communiquer entre elles, de partager des contenus tels que des textes, des images ou des vidéos, et d'accéder à ces contenus* » (Conseil d'État, 2021). Par leur tendance à individualiser tout en collectivisant l'information et la communication, ils renforcent les relations entre internautes. Sous cet angle, le terme de médias sociaux sert à « désigner l'ensemble des médias qui permettent l'interaction sociale entre les participants, souvent par le partage de médias » (Ito, Muziko et al., 2010). Leur rôle consiste « à informer, réagir ou rassurer » (Ramacker & Mertens, 2013).

Qu'en est-il du terme usage ? Selon le Dictionnaire de sociologie Robert (1999), l'usage désigne « l'utilisation d'un objet, qu'il soit naturel ou symbolique, à des fins déterminées ». La sociologie des médias, s'appuyant sur la théorie des usages et des gratifications évoquée précédemment, postule que les individus consomment généralement des médias en raison des satisfactions spécifiques qu'ils en retirent. Pour Gilles Pronovost (1994), l'usage est avant tout individuel, et il existe une possibilité pour les personnes d'en modifier les modalités sans affecter significativement le système technique du média (Akrich, 1990). Pour préciser

d'avantage, « les usages, particulièrement ceux des technologies numériques, sont des interfaces entre les sujets, les objets et l'environnement socio-historique qui les entourent » (Plantard, 2014). Et qu'ils soient numériques ou sociaux, « l'utilisation des TIC est contingentée par des usages plus larges » (Audran, 2005).

L'objectif principal de cette étude est d'analyser les tendances, pratiques des médias sociaux au sein de l'Alliance des États du Sahel, afin d'en comprendre l'évolution et d'identifier les facteurs socioculturels et technologiques qui influencent ces pratiques, en vue d'évaluer leur impact sur les modes de communication et d'information en période de crise dans cette zone. Les objectifs spécifiques sont les suivants : (1) étudier comment l'usage des médias sociaux dans les pays de l'Alliance du Sahel a transformé les pratiques sociales et politiques ; (2) analyser leur rôle dans la mobilisation politique et sociale et examiner comment ils sont utilisés pour organiser des mouvements politiques, des manifestations et des campagnes de sensibilisation dans le contexte sociopolitique de l'AES.

Pour circonscrire notre problématique et centrer l'analyse sur les objectifs définis, la question suivante est posée : comment les pratiques et usages des médias sociaux ont-ils évolué ces dernières années dans les trois pays, et quels impacts ont-ils sur la communication et les mutations sociales ?

Comme hypothèse de recherche, nous postulons que l'usage des médias sociaux dans les pays de l'AES a favorisé l'émergence de nouvelles pratiques communicationnelles orientées vers des objectifs souverainistes, nationalistes et panafricanistes.

En s'appuyant sur des travaux récents qui éclairent les liens entre technologies, contextes sociaux et mobilisations politiques la section suivante décrit l'évolution des usages des médias sociaux dans l'AES ces dernières années.

2. Approche prospective appliquée à l'usage des médias sociaux dans l'AES

Nous avons principalement mobilisé une revue de littérature non exhaustive d'études liées à notre thème afin d'analyser l'usage des plateformes numériques dans les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), et d'en comprendre l'évolution et l'impact sur les mutations des pratiques et des usages. Partageant certaines langues (telles que le haoussa) et une religion commune (l'islam), les populations sahéliennes évoluent dans des contextes socio-culturels relativement similaires. Kelsey Hampton (2016), dans son ouvrage « Persistent and Pervasive Community : New Communication Technologies and the Future of Community », a montré que les contenus diffusés en ligne créent des « affinités culturelles » qui influencent les relations entre les utilisateurs.

Selon Laïd Bouzidi, Sabrina Boulesnane et Monia Benaïssa (2017), l'évolution des usages des technologies suit une trajectoire à trois dimensions. Dans leur article *L'évolution des technologies de l'information et de la communication : co-construction avec les usages*, ils expliquent qu'il existe d'une part l'appropriation par les individus, d'autre part leur portée fonctionnelle, et enfin la performance technique qui en résulte. Dans sa thèse de doctorat sur *La modélisation du contexte social : application aux réseaux opportunistes*, Yaofu Cao (2017) a mis en évidence que l'usage est sensible aux contextes, mais qu'il implique de nombreux défis tels que la perception, la collecte d'informations contextuelles, leur modélisation, ainsi que l'interprétation et l'inférence du contexte. De même, Julien Nocetti (2020), dans un article intitulé *Les réseaux de la colère*, a souligné que lors de crises comme le Printemps arabe, les manifestations prodémocratie à Hong Kong et le mouvement *Black Lives Matter* aux États-Unis, les réseaux sociaux ont grandement facilité les mobilisations protestataires.

L'article *Regards croisés sur le processus d'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication* de Jean-François Trinquecoste et Marc Bidan a exploré la manière dont différents acteurs, qu'ils soient individuels, communautaires ou institutionnels, utilisent les



médias selon un processus évolutif mais non linéaire, dépendant du contexte et des enjeux du moment. Toutefois, cette étude met en garde : dans le cas des pays de l'AES, les pratiques sur les réseaux socionumériques peuvent s'avérer complexe et multifactoriel, impliquant des processus liés à leur adaptation et à leur transformation selon les sphères d'utilisation. Ces perspectives invitent à examiner de près les pratiques communicationnelles dans cette partie du continent. Pour ce faire, nous rappelons brièvement le contexte géopolitique qui les sous-tend.

3. Usages des médias sociaux dans la Confédération des États du Sahel

Avant d'examiner les pratiques en ligne, un bref rappel du contexte géopolitique s'impose, car il influence directement les orientations de l'AES.

3.1. Contexte géopolitique de la recherche

Le contexte géopolitique actuel des États sahéliens – Burkina Faso, Mali et Niger – est marqué par des mécanismes complexes, principalement en matière de sécurité, d'économie et de politique (Aomar Baghzouz, 2014). Le Mali a connu deux coups d'État, en 2020 et 2021 ; le Burkina Faso en a subi deux en 2022 ; et le gouvernement du Niger, dirigé par Mohamed Bazoum, a été renversé par l'armée en juillet 2023. La situation politique dans ces trois pays est indissociable d'une crise sécuritaire ancrée dans les activités de groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique. La dégradation des relations diplomatiques avec la CEDEAO, certains pays voisins et la France, l'ancienne puissance coloniale, a créé une forme d'ostracisme dans lequel ces pays semblent pris. En arrivant au pouvoir, les gouvernements militaires ont exprimé leur désapprobation de la présence militaire française et ont expulsé les troupes étrangères de leurs territoires.

« Le 16 septembre 2023, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont signé la Charte du Liptako-Gourma, établissant l'Alliance des États du Sahel, une structure destinée à fonctionner comme une alliance stratégique et coopérative entre ses membres » (Abdelhak Bassou, 2024). Suite aux sanctions économiques imposées par la CEDEAO et d'autres organisations internationales, les problèmes économiques de ces pays se sont aggravés, exacerbant la pauvreté, le chômage et l'inflation.

Un autre facteur complexifiant ce contexte géopolitique est l'implication de la Russie à travers le groupe Wagner ; selon les pays occidentaux, la Russie

[...] poursuit sa stratégie d'exploitation de l'instabilité et des conflits. Elle continue de s'associer aux élites politiques et aux autorités militaires du continent par le biais de contrats d'armement, de formations pour les forces de sécurité et d'autres accords de coopération militaire. Les insurrections au Sahel persistent sans résolution et menacent de plus en plus de déborder sur la côte ouest-africaine. En capitalisant sur les échecs des forces de maintien de la paix occidentales dans la région, la Russie se positionne, grâce à ses forces mercenaires, comme une source de sécurité et de stabilité perçue comme plus efficace.

En dehors de ce pays, la Turquie et la Chine cherchent également à accroître leur influence dans la région en apportant un soutien à ces régimes. Dans ce contexte de tensions géopolitiques et de reconfiguration des alliances, les médias sociaux deviennent des arènes où se jouent des luttes narratives et s'affirment de nouvelles pratiques informationnelles.

3.2. Pratiques communicationnelles et informationnelles sur les médias sociaux dans l'AES : un aperçu

Bien que Jouët et Rieffel (2013) soulignent la difficulté qu'il y a à « [...] saisir l'émergence de nouvelles pratiques informationnelles » en raison du nombre limité d'auteurs ayant

approfondi cet aspect, il importe de reconnaître que l'évolution rapide des technologies nécessite une approche dynamique et interdisciplinaire pour mieux comprendre ces transformations. L'internet, par sa nature, est désormais perçu comme un espace d'expression démocratique, et n'est plus uniquement un simple outil de communication et d'information (Karima Yacine et Abdelrezzak Benhabib, 2021).

Leur popularité et accessibilité ont fait des plateformes en ligne de véritables leviers de changement social, politique et économique. Les pays de l'AES ont fait de l'espace virtuel le fer de lance du « printemps des médias sociaux » sur le continent, où les mutations sont les plus significatives et palpables. Sans risque d'erreur, on peut affirmer que ces plateformes numériques ont normalisé la diffusion massive et instantanée de l'information. Cela a conduit, en premier lieu, à une implication active et intense des citoyens de ces pays dans les débats publics, tout en remettant en cause les récits dominants imposés par les médias traditionnels, qu'ils soient publics ou privés, voire par les grands médias internationaux.

Des populations longtemps soumises à des discours dictés par les anciennes puissances coloniales utilisent désormais les réseaux sociaux pour affirmer leur autonomie et formuler leurs aspirations profondes. Ainsi, des voix marginalisées, via Facebook, Twitter et WhatsApp, trouvent aujourd'hui un écho capable de mobiliser des millions de personnes. Dans le même ordre d'idées, d'autres chercheurs estiment que :

Le développement de ces réseaux procurera certainement un avantage à quelques communautés, parfois marginalisées, qui pourront y créer des forums où s'exprimer. Ces petites communautés pourront également atténuer la pression sociale liée à l'utilisation des médias sociaux, en particulier chez les plus jeunes. (Vincent Mabillard, Raphaël Zumofen, And Philippe Dubois, 2024).

On peut ainsi parler d'une révolution numérique, portée par une jeunesse passionnée de justice, d'équité et de changement dans tous les sens du terme. Cette jeunesse tournée vers l'avenir a toujours utilisé les médias sociaux pour organiser des rassemblements et des mouvements, sensibiliser à des causes locales et internationales, et influencer les politiques publiques. Chacun a pu partager son opinion, dénoncer des injustices et proposer des solutions par le biais d'internet. Ainsi, ils sont loin du rôle purement récréatif qui était autrefois le leur. Ils sont désormais de puissants leviers d'émancipation et de prise de conscience collective.

Par ailleurs, d'un point de vue purement économique, l'explosion de l'usage des technologies mobiles a favorisé le développement de pratiques économiques alternatives à un moment où des sanctions internationales étaient imposées pour peser sur les orientations des pays.

La nouvelle économie, dont Internet est l'exemple le plus significatif, a eu un impact non seulement sur le taux de croissance économique mais aussi sur le contenu de l'activité économique, qu'il s'agisse de la production, de la consommation, de la monnaie ou encore de ces valeurs. (Bialès Christian, 2005)

Selon les estimations, 1 à 2 millions de Nigériens vivent hors de leur pays ; 4 à 5 millions de Maliens résident à l'étranger, et près de 3 millions de Burkinabè sont installés hors des frontières nationales, soit un total d'environ 10 millions de ressortissants de l'AES (Irene Schofberger, 2023). Forte de cette diaspora nombreuse, les pays concernés bénéficient par conséquent de liens internationaux soutenus, principalement entretenus grâce aux communications via ces médias. Par ces canaux, les citoyens de l'AES cherchent à obtenir soutien, financement et visibilité médiatique pour mobiliser et faire aboutir les luttes de leurs pays en vue de s'affranchir des dominations étrangères politiques, militaires et économiques. Ils renforcent le sentiment d'appartenance et de solidarité, et servent de



plateforme de débat sur les enjeux de souveraineté et de patrimoine national. Dans cette perspective, l'accent est mis sur le renforcement des identités communautaires. Au-delà de leur rôle communicationnel, les médias sociaux fonctionnent également comme des outils de résilience, en permettant aux divers acteurs, gouvernements, citoyens, diaspora, de s'adapter et de répondre aux crises.

4. Les médias sociaux comme outils de résilience

4.1. Les usages induits et les acteurs

Les régimes militaires au pouvoir ont également recours aux médias sociaux pour asseoir leur légitimité, en diffusant auprès de leur population des discours nationalistes et anti-impérialistes (Anders Olof Larsson, 2016). Par exemple, après les coups d'État au Mali en 2020 et 2021, les autorités ont utilisé Facebook et Twitter pour justifier leurs actes en invoquant la nécessité de protéger la souveraineté nationale face aux ingérences étrangères, notamment françaises. Des campagnes sur les plateformes numériques ont été orchestrées pour présenter l'armée comme la garante du peuple contre les menaces extérieures et la corruption interne. Ainsi, « compte tenu du caractère interactif et participatif, et de l'impérieuse nécessité pour les politiques de se connecter directement aux citoyens sans l'intermédiaire des médias traditionnels, l'usage de ces espaces de communication est devenu incontournable » (Bader Ben Mansour, 2017).

Au Niger, par exemple, les manifestations contre la présence militaire française ont été largement organisées via Facebook et WhatsApp, où les appels à descendre dans la rue étaient relayés par des activistes. Des hashtags tels que « #FranceDégage » ont été utilisés pour mobiliser les foules et attirer l'attention sur la colère publique contre des interventions étrangères perçues comme néocoloniales. Au Burkina Faso, des pages Facebook affiliées au gouvernement ont diffusé des messages glorifiant les actions des forces armées contre les groupes djihadistes. Dans le même temps, les autorités ont restreint l'accès à internet pendant des périodes de troubles pour limiter la diffusion d'informations critiques, illustrant une volonté de contrôle du récit.

Par ailleurs, la désinformation, souvent alimentée par des acteurs internes et externes, constitue un facteur significatif de la communication et de l'information dans ces pays. Par exemple, « Une vidéo récemment diffusée prétendait montrer le pillage de l'ambassade du Burkina Faso au Mali par des émeutiers protestant contre le soutien de ce dernier aux sanctions imposées par la CEDEAO à l'encontre du Mali. En réalité, la séquence filmée montrait une manifestation en Angola. » www.africanews.com, 2022)

De même, au Mali, après le renversement du président Ibrahim Boubacar Keïta en 2020, des informations affirmant que la France soutenait les groupes djihadistes pour déstabiliser la région ont circulé et ont reçu un écho favorable auprès du public. Ces informations ont en partie servi à justifier la rupture avec la France et le renforcement des liens avec la Russie, qui a su exploiter les « failles occidentales » dans la région (Gérard-François Dumont, 2009). La télévision et la radio nationales, les communiqués officiels via les médias locaux et internationaux, les conférences de presse et les contacts diplomatiques directs constituent les canaux principaux par lesquels les autorités militaires sahéniennes communiquent. Toutefois, au cœur de tous les échanges, les médias sociaux sont mobilisés pour toucher un public plus large et diffuser les messages plus rapidement. Ces canaux sont privilégiés car ils permettent des mises à jour régulières et des réponses aux attentes des citoyens. Par exemple, lors de la mise en place de l'Alliance des États du Sahel, des messages de soutien mutuel ont été largement diffusés sur Facebook, WhatsApp et Instagram pour renforcer la nouvelle coopération face aux sanctions de la CEDEAO et des puissances occidentales.

Enfin, les plateformes en ligne ont été utilisées par ces pays dans leurs relations internationales pour influencer les perceptions extérieures, comme en témoignent les images et vidéos virales de manifestations anti-françaises qui ont contribué à redéfinir les lignes d'antagonisme. Ainsi, une nouvelle ère s'est ouverte dans les usages de ces médias, passant de l'agora à l'arène (Bruno Patino, 2021).

Il convient toutefois de noter que ces éléments ne marquent pas une rupture franche avec les pratiques antérieures, mais reflètent plutôt un progressisme contextuel dans les usages liés à la satisfaction de besoins souverains. Des créateurs de contenu et autres influenceurs ont émergé comme de nouveaux acteurs économiques, générant non seulement des revenus et des emplois, mais aussi assurant, pour certains, un rôle de sensibilisation et d'éducation. Ils ont largement contribué à déconstruire les récits hégémoniques imposés par l'Occident. En conséquence, les citoyens sont désormais mieux informés et plus connectés, capables de contester les discours biaisés et de partager l'information en temps réel tout en coordonnant des actions collectives. Facebook et WhatsApp, ont ainsi donné une portée accrue à l'engagement citoyen dans les pays sahéliens.

4.2. Les médias sociaux entre instabilité et adaptation

Nous avons observé les pratiques induites par les mutations des stratégies de communication sur les espaces virtuels au Niger, au Burkina Faso et au Mali ces dernières années. Toutefois, les changements ne se limitent pas à ces aspects pratiques. Des contenus sont produits et massivement diffusés sur Facebook et WhatsApp sans aucun contrôle préalable, sachant que « [...] plus un contenu est virulent, inattendu ou original – même s'il est faux ou malveillant –, plus il a de chances d'être partagé et visionné » (Conseil d'État, 2022).

De plus, Facebook, Twitter et WhatsApp ont mis en lumière des actes de corruption, des malversations et des injustices perpétrés sous les régimes précédents, contribuant ainsi à maintenir une vigilance citoyenne et à exercer une pression sur les nouvelles autorités. Ils ont ainsi joué un rôle de facilitateur en matière de transparence et de reddition des comptes. Cependant, ces plateformes ont également servi de vecteurs à la désinformation et à l'apologie du terrorisme. En effet, la liberté d'expression y a conduit à des distorsions pernicieuses de l'information. L'apologie du terrorisme s'y est manifestée à travers des publications, commentaires, vidéos, images ou partages encourageant, justifiant ou glorifiant ces actes. Souvent propagée de manière virale, cette rhétorique a été abondamment produite ces dernières années pour discréditer les régimes de l'AES et manipuler l'opinion publique dans les pays concernés.

Concernant la responsabilité des plateformes, le Conseil d'État français estime qu'« elles amplifient les propos provocateurs et favorisent le cloisonnement des opinions, contribuant au renforcement des clivages » (CE, 2022). Des images et vidéos truquées par intelligence artificielle (deepfakes) sont par ailleurs produites pour tromper des populations majoritairement analphabètes, peu à même de distinguer une création algorithmique de la réalité. S'ils sont des médias de communication et d'information, ils constituent également des canaux majeurs du désordre informationnel. « Sans vouloir assombrir leurs aspects positifs, on constate qu'ils contribuent également à la multiplication des brèches de sécurité » (Jean-Luc Wybo, Catherine Gouttas, Eric OK, Patrick Lions, 2015). Par ailleurs :

« On s'y dispute, on y diffame, on y propage de fausses nouvelles, on y plagie, on y falsifie, on y usurpe des identités, on y escroque, on y corrompt des mineurs, on y recrute pour le djihad, on y appelle à la haine, on y détourne des données personnelles, on y viole la correspondance privée, on y recommande des produits dangereux. » (Conseil d'État français, 2022)



Dans cette perspective, il apparaît que les médias sociaux ne favorisent pas toujours la diversité d'expression et d'opinion, car ils sont utilisés par des esprits réactionnaires pour diffuser des idées radicalisantes, « en enfermant leurs utilisateurs les plus actifs dans leurs certitudes et même dans l'expression toujours plus maximaliste de ces certitudes » (ibid.). Ils sont appuyés dans cette logique par des algorithmes conçus pour privilégier les contenus populaires, ce qui amplifie la diffusion et le partage de contenus informationnels déviants. Cette instabilité et cette adaptation des médias sociaux sont rendues possibles par des conditions techniques et matérielles évolutives.

4.3. L'apport des environnements et des conditions stimulantes

L'existence de facteurs favorables a rendu l'accès aux plateformes numériques plus aisé et plus répandu dans les contextes économiquement moins développés du Sahel. Parmi ces facteurs figure l'évolution des statistiques d'accès à Internet et aux technologies dans ces pays, comme l'illustre cette étude qui indique que :

Bien que les chiffres absolus demeurent modestes, le Mali, le Niger et le Burkina Faso figurent parmi les pays où le nombre de nouveaux internautes progresse le plus rapidement au monde. Entre 2020 et 2021, le nombre d'utilisateurs d'Internet a augmenté de 18,5 % au Mali, de 18,9 % au Burkina Faso et de 20,9 % au Niger. (Jiaxuan Yue, Habibou Bako, Kelsey Hampton & Katie Smith, 2022)

Avant l'ascension des régimes militaires, une multiplicité d'initiatives émanait des acteurs de la société civile, d'influenceurs, des gouvernements et des partenaires au développement. Les autorités en place ont poursuivi les politiques en cours et introduit de nouvelles stratégies visant à faire d'Internet et des technologies de véritables leviers de développement. Des projets visant à améliorer la connectivité entre les trois pays sont également en cours. De plus, des partenariats patriotiques entre le secteur médiatique et les opérateurs locaux ont été établis afin de créer des forfaits de données subventionnés ou des offres spéciales.

L'adoption rapide de la culture numérique et des tendances mondiales influencées par les médias sociaux favorise une intégration plus profonde dans les pratiques quotidiennes. Ils sont aujourd'hui plus adaptables, avec des versions « allégées » ou des options pensées pour des besoins utilisateurs spécifiques. Toutes ces initiatives ont facilité l'accès aux médias en ligne, améliorant ainsi l'accès à Internet et rendant les plateformes plus abordables. Par exemple, lors des périodes de protestation contre la France au Niger, on a observé une forte décentralisation de l'information, avec une participation accrue au sein des groupes Facebook. Cette observation constitue un facteur déterminant dans des environnements où les médias traditionnels sont censurés ou contrôlés. Les groupes Facebook ont, plus que d'autres, servi à produire et diffuser l'information. On peut citer, entre autres, des groupes comme « ActuNiger » avec 240 000 abonnés, « Mali info » avec 104 000 abonnés, ou « Burkina ACTU » avec 164 000 abonnés. Ces espaces de partage d'informations et d'expression d'opinions sont à la fois nationaux et transfrontaliers entre les trois pays ; ils contribuent à renforcer les liens sociaux, à mobiliser les masses, à attirer l'attention mondiale pour chercher le soutien des communautés africaines et internationales, et à générer des pressions en faveur d'une véritable autodétermination dans ces pays. Cet aspect profite également aux opposants aux régimes, qui utilisent ces plateformes pour attirer l'attention internationale sur les abus de pouvoir et les violations des droits humains – même si, dans les États du Sahel, le rôle des opposants en ligne reste marginal. Il convient toutefois de rappeler que ces plateformes ne sont que des outils, et non des acteurs autonomes (Romain

LECOMTE, 2011), et qu'ils dépendent donc des utilisateurs qui les mobilisent. Cependant, de cette appropriation émergent quelques défis.

4.4. Les défis des usages des médias sociaux dans les États du Sahel

L'idée selon laquelle l'espace virtuel de discussion ouverte et égalitaire offert par les réseaux sociaux se transforme en espace de tous les antagonismes (Bruno Patino, 2021) refait surface dans le débat. En effet, les échanges sur les outils de communication en ligne, particulièrement dans les pays sahéliens, sont souvent marqués par une rupture du tissu conversationnel, donnant davantage l'image d'une arène que d'un espace délibératif. Par ailleurs, « la privatisation de la vérité en micro-réalités alternatives portées par des factions rivales » (Pierre Bellanger, 2019) contribue à exacerber le torrent du désordre communicationnel.

Gérald Bronner (2021) dénonce cette dynamique qui promeut les fausses informations et polarise les débats autour d'aspects complotistes et polarisants des contenus informationnels. Dans les pays de l'AES, le contexte géopolitique implique un certain nombre d'acteurs étrangers, tels que la France, la Russie, la CEDEAO, l'Union africaine, entre autres. L'implication de ces acteurs participe à l'aggravation des dysfonctionnements dans la production et la diffusion de l'information. En effet, ils systématisent la « multitude » en connectant des initiatives individuelles convergentes, que ce soit au profit d'un échange ou dans le but de créer un bien commun. Ils reposent sur une individualisation aussi poussée que possible au bénéfice de l'utilisateur, notamment grâce à la sophistication des algorithmes et de l'intelligence artificielle. (Conseil d'État de France, 2022).

Les enjeux des médias sociaux dans les pays de la Confédération des États du Sahel sont à la fois politiques et économiques, avec comme fils conducteurs la souveraineté et le patriotisme. Ces dernières années, l'appropriation de ces thématiques via les plateformes numériques dans les trois pays a pris des proportions exponentielles, reflétant les spécificités sociopolitiques et sécuritaires de chaque État. Ces plateformes numériques sont devenues des arènes où les citoyens expriment leurs opinions, réinterprètent leur histoire et redéfinissent leur identité nationale face aux défis de la souveraineté.

Au Mali, par exemple, l'utilisation des réseaux sociaux s'est intensifiée après le coup d'État de 2020. En quête de nouveaux repères, la population s'est massivement investie sur ces espaces pour exprimer son soutien à une gouvernance recentrée sur les intérêts nationaux et hostile à l'influence française, perçue comme néfaste. L'opération Barkhane, menée par la France, y est devenue une cible privilégiée de critiques. De plus en plus sceptiques quant à son efficacité, les Maliens ont utilisé des hashtags tels que #MaliSansFrance ou #MaliSouverain pour manifester leur volonté d'émancipation à l'égard d'une influence jugée contre-productive.

Au Burkina Faso, bien que le contexte diffère quelque peu, la trajectoire est similaire. Les réseaux sociaux y ont servi de catalyseur à une réaffirmation de l'identité burkinabè, redéfinie autour de la résistance – notion héritée de figures historiques comme Thomas Sankara. Ils sont ainsi devenus des espaces où les citoyens partagent et amplifient des récits de solidarité sahélienne, mettant en avant la solution locale et commune face aux défis actuels. Au Niger, les réseaux sociaux commencent également à jouer un rôle comparable. Confronté à une situation sécuritaire précaire marquée par les incursions de groupes terroristes, le pays utilise ces plateformes pour sensibiliser l'opinion et renforcer l'idée d'unité nationale face aux menaces extérieures. Là aussi, les critiques visant les ingérences étrangères, qu'elles soient militaires ou économiques, y occupent une place croissante. Les Nigériens s'en servent pour soutenir le pouvoir militaire en place et consolider la souveraineté du pays. En définitive, l'examen des usages des médias sociaux dans l'AES



révèle une double réalité : celle d'un outil d'émancipation et de résistance, mais aussi celle d'un vecteur de fragmentation et de désinformation.

Conclusion

Dans les pays troublés du Sahel, les médias sociaux sont devenus des armes pour les acteurs de l'information en façonnant la vie sociopolitique et économique, mais des armes entre les mains des différents acteurs de l'information pour façonner les enjeux sociopolitiques et économiques ; car : « *une part importante de l'information importante ne provient plus des espions ou des satellites militaires, mais passe par des moyens technologiques accessibles à tous* » (Courrier International, 2022). L'évolution des usages des plateformes sociales numériques au Burkina Faso, au Mali et au Niger est symptomatique du caractère désormais indispensable de ces outils. Les acteurs de l'information ne se limitent pas aux gouvernements et aux activistes des réseaux sociaux ; ils englobent aussi les médias traditionnels, les citoyens ordinaires et les groupes armés. Facebook, WhatsApp, Twitter, TikTok et Telegram jouent un rôle vectoriel, et « *la confluence des articles d'actualité et des opinions personnelles sème souvent la confusion entre information authentique et rumeur* » (Jiaxuan Yue, Habibou Bako, Kelsey Hampton & Katie Smith, 2022). Canal de diffusion rapide de l'information, ils sont utilisés comme des espaces de confrontation des récits. Les militaires ont su tirer parti de ces plateformes pour asseoir leur légitimité, contrôler l'information et gérer la dissidence. Globalement, ces plateformes au Sahel sont désormais des espaces de pouvoir et d'influence où les acteurs modèlent la réalité, ce qui a conduit à renforcer la légitimité des régimes militaires. Ils ont servi de vecteurs de communication au succès et à la propagation des mouvements de contestation anti-français, à la solidarité et à la coordination régionale, ainsi qu'au réorientation vers d'autres partenaires. Cependant, ils ont également exacerbé la désinformation, alimenté les théories du complot et servi de plateforme à l'apologie du terrorisme dans les trois pays.

Références bibliographiques

- Audran, J. (2005), *Ethnologie et conception des sites Web scolaires*, Paris, Lavoisier-Hermès, 2005
- Baghzouz, A. (2014), La nouvelle géopolitique du Sahel, une opportunité pour refonder le partenariat euro-maghrébin ? », *Cahiers de la Méditerranée [En ligne]*, 89 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7783> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7783>, consulted on August 19, 2024
- Bassou, A. (2024), De l'Alliance des États du Sahel à la Confédération des États du Sahel: le chemin est carrossable, mais semé d'embûches, *Brief Policy* N° 11/24 Mars 2024, pp. 2
- Bader, B. M. (2017). Le rôle des médias sociaux en politique: une revue de la littérature. *Regards politiques*, Vol. 1, No. 1, hiver 2017
- Bellanger, P. (2019), La souveraineté numérique, *Allocution lors du dîner du 25 juin 2019*, Institut Diderot, pp. 31
- Bialès, C. (2005), *Economie-Droit, les nouveaux carnets*, en coll. *Classe de Première STG*, 2 Tomes; Foucher, 2005
- Bouzidi, L., Boulesnane, S. et Benaissa, M. (2017). L'évolution des Technologies de l'Information et de la Communication: la co-construction avec les usages. *Interfaces numériques*, 6(3), 482-498.
- Bronner, G. (2021), Le conspirationnisme: un symptôme du temps présent, *Presse Universitaire de Grenoble*, pp.13
- CE (2021), *Ligue des droits de l'homme et autres. N° 447513 et suiv.*
- CE (2022), Les médias sociaux: enjeux et opportunités pour la puissance publique, *Etude annuelle 2022*, pp. 52

- Conroy-Ktutz J., Amakoha K., Komi A. (2024), Mutation du paysage médiatique d'Afrique: l'usage des médias numériques augmente, mais les fossés démographiques aussi, *Afrobarometer*, *Dépêche N°800*, 30 avril 2024
- Conseil Constitutionnel (2017) Loiret (4ème circ.), Mme Mélusine Harlé, n° 2017-5092 AN
- Courrier International (2022), Les réseaux sociaux, nouvelle arme de guerre, paru le 13 avril 2022 <https://www.courrierinternational.com/article/la-lettre-de-l-educ-les-reseaux-sociaux-nouvelle-arme-de-guerre>, consulted on August 22, 2024
- Dumont G-F. (2009), La géopolitique des populations du Sahel, In *Cahier du CEREM n°13*, déc. 2009, pp. 21
- Goffman, E. (1974), *Frame Analysis: an Essay on the Organization of Experience*, Harvard University Press, pp.586
- Hampton, K. (2016), Persistent and pervasive community; New Communication Technologies and the future of community, *American Behavioral Scientist*, 60(1), pp. 101-123
- Hardouin, R. (2011), Facebook ou l'établissement de la frontière entre espace public et sphère privée, 24 juin, www.juriscom.net/documents/resp20110624.pdf, consulted on August 19, 2024
- Jiaxuan Y., Bako H., Kelsey H., et Katie S. (2022), Conflit et espace en ligne au Sahel: défis et recommandations, *Note d'analyse "Search for Common Ground"*, pp.1
- Jouët, J. et Rieffel, R. (2013) Introduction. L'actualité politique: appropriation, mise en discussion et formes d'engagement, Dans: Josiane Jouët et Rémy Rieffel (dir.), *S'informer à l'ère numérique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 11-30.
- Larsson, A. O. (2016), Online, all the time? A quantitative assessment of the permanent campaign on Facebook, *New Media & Society*, 18(2), 274-292
- Lecomte, R. (2011), Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux, pp. 399, <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1288>, consulted on August 20, 2024
- Leroux, Y. (2015), Risques et opportunités des réseaux sociaux pour les adolescents, *ResearchGate*, P.8. DOI:10.13140/RG.2.1.4083.7203
- Mabillard V., Zumofen R., et Dubois P. (2024), La communication publique sur les médias sociaux défis, risques et perspectives, *Presse de l'Université du Québec*, pp. 120
- Nocetti, J. (2020), Les réseaux de la colère, *Ramses 2021* (2020), pp. 216 à 219, <https://doi.org/10.3917/ifri.demon.2020.01.0216>, consulted on August 21, 2024
- Patino, B. (2022), Tempête dans le bocal, *Editions Grasset*, pp. 36.
- Plantard, P. (2014), Usages des technologies numériques: innovations et imaginaires. In Musso, P. [dir.] *Industrie, imaginaire et innovation*, Paris: Manucius, pp. 57-68
- Pronovost, G. (1994), Médias: éléments pour l'étude de la formation des usages, *Technologie de l'information et société*, 6 (4), 1994, pp. 377-400
- Ramack, B. et Mertens P. (2013), Les Médias sociaux en communication de crise, *SPF Intérieur - DG Centre de Crise, Belgique*, pp. 4
- Schofberger, I. (2023), Politiques en matière de diaspora et de développement dans la CEDEAO, In *Migration en Afrique de l'Ouest et du Nord et à travers la Méditerranée: tendances migratoires, risques, développement et gouvernance*, pp. 418
- Tuten, T., Solomon M. et Kaplan A. M. (2019), *Marketing des médias: les fondamentaux*, Pearson France, 2019
- Wybo J-L., Gouffas C., Ok E., Lions P. (2015), L'impact des médias sociaux dans la gestion des crises et le cybercrime, *Sécurité et Stratégie* 2015/1 (18), pp. 39
- Yacine Y. et Benhabib H. (2021), Les médias sociaux, comme nouvel outil de communication, *International Journal of Business & Economic Strategy (IJBES)* Vol.2
- Yaofu Cao, (2017), Modélisation du contexte social: application aux réseaux opportunistes, *Sociologie. Université de Technologie de Troyes*, 2017. Français. NNT: 2017TROY0002. tel-02410058